

LE FRONT NATIONAL ET LES OUVRIERS

LONGUE HISTOIRE OU BASCULEMENT ?



**DOMINIQUE ANDOLFATTO
SYLVAIN CRÉPON
MARION FONTAINE
FLORENT GOUGOU
HERVÉ FAVRE**

**LE FRONT NATIONAL
ET LES OUVRIERS**
LONGUE HISTOIRE OU BASCULEMENT ?

**DOMINIQUE ANDOLFATTO
SYLVAIN CRÉPON
MARION FONTAINE
FLORENT GOUGOU
HERVÉ FAVRE**

Dominique Andolfatto est professeur de science politique à l'Université de Bourgogne Franche-Comté et, notamment, co-auteur, avec Thierry Choffat, de « Le Front national et les syndicats : une stratégie d'entrisme ? », in S. Crépon, A. Dézé, N. Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 77-98.

Sylvain Crépon est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, maître de conférences en science politique à l'Université de Tours et membre du Laboratoire d'étude et de recherche sur l'action publique (LERAP) de cette même université. Auteur de travaux sur l'extrême droite et le Front national ainsi que sur les nouvelles minorités religieuses en France et en Europe, il a notamment publié *Les faux-semblants du Front national* (Presses de Sciences Po, 2015) et *Enquête au cœur du nouveau Front national* (Nouveau Monde Éditions, 2012).

Marion Fontaine est membre junior de l'Institut universitaire de France (IUF), maître de conférences en histoire à l'Université d'Avignon, chercheuse au centre Norbert Elias.

Florent Gougou est chargé de recherches FRS-FNRS à l'Université libre de Bruxelles (Centre d'étude de la vie politique).

Hervé Favre est éditorialiste politique au journal *La Voix du Nord*.

INTRODUCTION

Jean-Yves Camus

directeur de l'Observatoire des radicalités politiques
de la Fondation Jean-Jaurès

Dans le cadre de la série de débats sur les radicalités organisés par l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, l'analyse du Front national et de ses composantes est bien évidemment un élément essentiel.

Et une question revient sans cesse, car elle interpelle et témoigne de l'évolution de notre société et de l'offre politique : c'est celle du rapport entre les ouvriers et le Front national.

Organiser ce débat et publier ce cahier répond pour nous à plusieurs objectifs : d'abord, cela permet d'analyser dans une perspective historique l'évolution du monde ouvrier en France, hétérogène et divers, et l'évolution de son rapport à la politique et à l'offre politique. Ensuite, cela nous amène à décrypter plus en profondeur ce que l'on appelle communément le « gauchisme » depuis les années 1990. Enfin, ce débat interroge la gauche sur sa manière de s'adresser – pour être à nouveau audible – à une catégorie de la population au sein de laquelle elle n'a cessé de décliner au cours des dernières années.

Bonne lecture.

INTERVENTIONS

Hervé Favre

La Voix du Nord a fait parler d'elle en décembre 2015 en prenant position contre le vote Marine Le Pen. Si elle l'a fait, c'est parce que l'on sentait monter le phénomène dans une région traditionnellement à gauche, et que la possibilité pour Marine Le Pen d'accéder à la présidence de la région n'était plus de l'ordre du fantasme : il y avait vraiment une possibilité réelle au deuxième tour en cas de triangulaire.

Le fait que Marine Le Pen soit arrivée dans cette position de force – 40,6 % au deuxième tour sur la grande région Hauts-de-France maintenant – est un choc pour nous. Cela veut dire qu'elle a pris beaucoup d'électeurs à gauche et notamment dans l'électorat populaire et ouvrier. Il suffit d'aller voir les scores qu'elle a réalisés dans des communes du bassin minier pour s'en convaincre. Nous allons en discuter aujourd'hui avec des spécialistes autour du thème « Les ouvriers et le Front national : longue histoire ou basculement ? » – un thème qui correspond à l'esprit du lieu où nous tenons ce débat, puisque le fondateur de la Fondation Jean-Jaurès, Pierre Mauroy, avait dit : « Il faut utiliser les mots de travailleurs, d'ouvriers ou d'employés : ce ne sont pas des gros mots¹ ! »

1. Entretien paru dans *Le Parisien*, 5 avril 2002.

Marion Fontaine, qui connaît bien la région, mais qui maintenant est beaucoup plus au sud – d’ailleurs dans une autre terre d’élection du Front national –, va traiter des distinctions entre ces types d’électorat très différents.

Je passerai ensuite la parole à Florent Gougou, chargé de recherche à l’Université libre de Bruxelles, qui nous parlera de la sociologie du vote Front national, en apportant peut-être des corrections à l’idée reçue selon laquelle le vote ouvrier est maintenant massivement en faveur de Marine Le Pen.

Dominique Andolfatto, professeur de science politique à l’Université de Bourgogne Franche-Comté – nouvelle grande région –, abordera ce thème sous l’axe du syndicalisme, c’est-à-dire la tentative du Front national de s’implanter dans les syndicats. On pourrait parler d’entrisme, finalement, avec plus ou moins de succès.

Sylvain Crépon, enfin, a également beaucoup travaillé sur ce sujet ; il est notamment l’auteur d’*Enquête au cœur du nouveau Front national*, publiée en 2012.

Marion Fontaine

Je me trouvais par un étrange hasard à Lens le 22 avril 2002 et j’ai donc pu voir directement le choc, l’indignation, l’incompréhension devant le spectacle qu’offrait cette ancienne terre ouvrière, l’un des berceaux du syndicalisme, le bastion aussi de la gauche socialiste et communiste, qui avait donné sa voix au Front national.

Ce regard, ce choc, cette indignation n’ont fait que s’amplifier au fil des scrutins depuis maintenant plus de dix ans, et l’on ne compte plus aujourd’hui les reportages, les analyses et les regards fascinés, apitoyés, horrifiés devant les anciennes cités minières devenues les terres d’élection du Front national. Et l’on ne compte plus non plus les portraits des anciens mineurs ou des anciens ouvriers communistes qui, paraît-il, voteraient désormais tous pour le Front national.

Il y aurait bien des questions à poser sur le traitement médiatique de ce genre de questions, sur les simplifications et les stéréotypes que ce traitement charrie bien souvent avec lui. Mais, avant même cela, je voudrais faire remarquer un autre élément. Qui connaît un peu l’histoire ouvrière se trouve en effet aujourd’hui face à une situation extrêmement intéressante. On voit persister une image homogène, unifiée, essentialisée du monde ouvrier, sauf que le sens donné à cette image s’est complètement renversé. Pendant longtemps, pendant la plus grande partie du XX^e siècle, la classe ouvrière a été la classe porteuse d’avenir, considérée comme unanimement révolutionnaire ou au moins militante, par essence et presque par définition. Elle était donc en quelque sorte le rêve, l’image idéale, la base sociale par excellence de la gauche. Aujourd’hui, c’est l’inverse. Le monde ouvrier, c’est le cauchemar ouvrier. Le signe de l’archaïsme, du conservatisme, de l’exclusion. Ce démon qui hante la gauche au point qu’elle n’ose même plus prononcer son nom. On pourra revenir sur la question du rapport aujourd’hui de la gauche au monde ouvrier. En tous les cas, je trouve extrêmement intéressant que la gauche ne parvienne pas à arrêter de considérer la classe ouvrière, le monde ouvrier, comme un mythe. Auparavant un mythe positif ; aujourd’hui un mythe négatif.

Dans ces conditions, le premier devoir des sciences sociales – et j’ai même envie de dire le premier devoir de la gauche politique – serait justement d’arrêter de fonctionner sur des fantasmes et sur des mythes, que ceux-ci concernent le passé ou le présent. C’est-à-dire de tenter de regarder un réel toujours infiniment plus complexe qu’on ne le pense, de regarder aussi le changement. Le changement apparent et le changement beaucoup plus sourd. C’est ce que je voudrais faire ici en essayant de situer le rapport ouvrier au politique dans le temps, en étant consciente que ce que je vais dire est déjà en partie un biais. Je vais en effet m’attarder essentiellement sur le cas des anciennes terres minières parce que ce sont celles que je connais le mieux, en sachant bien que pas plus aujourd’hui qu’hier les grands bastions ouvriers ne résument à eux seuls le monde ouvrier. Pour ce genre de questions, il faudrait aussi regarder ce qui passe ailleurs que dans le Nord et la Lorraine, par exemple dans les zones d’industrie plus diffuse ou plus récente (en Normandie ou en Picardie).

Le regard porté aujourd’hui sur le monde ouvrier semble en tous les cas d’autant plus noir qu’il est en fait, de manière implicite ou explicite, toujours mis en comparaison avec un passé présenté de façon très idéalisée. En d’autres termes, l’idée prévaut souvent qu’il y aurait eu avant un groupe ouvrier uni et homogène, fermement politisé, ignorant des divisions raciales et votant comme un seul homme pour la gauche. La première chose qu’il convient alors de faire est de nuancer cette vision mythique apposée au passé. Le monde ouvrier français, depuis sa constitution au XIX^e siècle, a toujours été en effet profondément hétérogène, du point de vue des statuts, des types de qualifications, d’emplois – certains précaires, d’autres plus stables – ; il a été traversé sans arrêt par des flux migratoires, par des conflits politiques, sociaux, raciaux aussi. Ainsi, le racisme ouvrier n’est

certainement pas une invention des trente dernières années – que l’on pense aux rixes entre mineurs français et belges à la fin du XIX^e siècle ou au massacre qui se déroule à Aigues-Mortes au début du XX^e siècle. Il faudrait par ailleurs observer que la politisation du monde ouvrier est quelque chose de sans doute beaucoup moins évident qu’on ne le dit souvent. Je ne suis pas sûre que les jeunes mineurs de 15 ans à la sortie de la Seconde Guerre mondiale aient été beaucoup plus politisés qu’aujourd’hui. Comme me l’a dit un dirigeant syndical, ils étaient sans doute plus encadrés – mais plus politisés, c’est une autre question.

La deuxième remarque que je voudrais apporter, c’est que le monde ouvrier n’a jamais été unanimement de gauche. Si tous les ouvriers avaient voté à gauche, la France aurait beaucoup plus souvent porté au pouvoir des majorités socialistes, voire communistes – ce qui, on le sait, n’est pas le cas. L’ouvrier conservateur a existé. On pense par exemple à ces descendants de migrants polonais adossés au catholicisme ; on sait par ailleurs qu’il y a eu des ouvriers gaullistes.

Cela ne veut pas dire que ce monde ouvrier n’a pas été pendant longtemps caractérisé par un certain nombre de phénomènes structurants : la force d’appareils collectifs identifiés à gauche et portant l’identité ouvrière – non sans une bonne dose de clientélisme et de populisme, il ne faut pas non plus idéaliser les gauches ouvrières d’avant les années 1980-1990. Ce monde ouvrier a aussi été caractérisé par un vote à gauche majoritaire à la fois à l’échelle locale et nationale et, jusqu’aux années 1980 au moins, par une faible place du Front national.

Il est bien clair que, parmi les différents éléments que je viens de décrire, il y a eu depuis trente ans des changements. D’abord, et j’ai tendance à penser que c’est le plus important, un effritement de la

gauche à la fois sur le plan local et sur le plan national avec des différences entre les forces de gauche et des différences de rythme à l'échelle locale ou nationale.

Et il y a eu la montée corrélative du vote en faveur du Front national, visible d'abord sur le plan national. C'était le cas en 2002. Depuis quelques années, ça l'est aussi sur le plan des élections locales. Un vote dont la visibilité est d'autant plus forte qu'il s'accompagne d'une très importante abstention : il faut en effet sans cesse rappeler que ce vote est d'autant plus spectaculaire dans les anciennes terres ouvrières qu'il se déploie sur fond d'un désinvestissement électoral et politique majeur que traduisent, dans ces circonscriptions, les chiffres de l'abstention.

Pour expliquer ce changement, ce basculement, on a l'habitude, et on a raison, de mettre en avant la désindustrialisation. Il faut bien voir que cette crise industrielle est en réalité très étalée dans le temps. Si l'on s'intéresse aux mines, on peut rappeler par exemple que la plupart des puits ont fermé en réalité entre les années 1960 et les années 1980. Cela remonte à assez loin. On ne peut donc pas dire que la crise industrielle des mines constitue aujourd'hui à elle seule un facteur qui puisse tout expliquer, même si elle a eu évidemment de nombreuses retombées. Cette crise a en effet touché, et au premier chef, les appareils syndicaux. Elle a aussi eu de fortes répercussions sur les collectivités locales socialistes ou communistes dans le bassin minier, qui se sont retrouvées à devoir gérer des problématiques gigantesques (protection des populations, réaménagement du territoire, etc.). Elles ont dû prendre un rôle qu'elles n'avaient pas auparavant en nourrissant de ce fait de très fortes attentes, qu'elles n'ont pas toujours su ou pu satisfaire. Il est probable en outre qu'elles

ont entretenu, dans la population, un rapport fait à la fois de dépendance et de méfiance à l'égard de l'État central et du politique sur le plan national : l'idée que la fermeture des mines était en quelque sorte de leur faute, et qu'en même temps il était impératif qu'ils trouvent des solutions et remplacent tout ce qui avait été détruit. Tâche impossible...

S'il faut donc mettre en avant la désindustrialisation, il faut aussi montrer à quel point la population présente de l'ex-bassin du Nord ne peut se résumer à ce phénomène. Nombre de travaux de sciences sociales montrent qu'aujourd'hui cette population est incroyablement mêlée, tant dans sa composition que dans ses aspirations. Elle ne descend pas toute de la population ouvrière minière. Tous les habitants de Lens ne sont pas descendants de mineurs, loin de là. Elle est faite aussi par exemple de diplômés qui sont venus de Lille, de Paris, d'ailleurs, même du coin ! Même si la zone connaît en effet encore des handicaps dans ce domaine – mais il faut rappeler qu'un département comme celui du Vaucluse est dans une situation identique –, elle a bénéficié aussi des effets de la scolarisation et la population n'est plus la population ouvrière qu'elle était il y a trente ou quarante ans. Le monde de l'ex-bassin minier est fait ainsi d'autochtones, de migrants plus ou moins récents, de leurs descendants, qui ne sont pas tous des exclus et qui constituent parfois les bases d'une nouvelle classe moyenne. Il est composé de ruraux et d'urbains, de chômeurs, d'ouvriers, d'employés, de professions culturelles, d'acteurs socialement fragilisés et d'autres dans des situations plus stables. Les uns et les autres entretiennent avec l'héritage industriel, ouvrier ou minier des attitudes très diverses. Cela peut être l'oubli. Je pense que toute la population des anciennes terres industrielles ne se reconnaît pas dans l'héritage ouvrier. Cela peut être

l'indifférence. Cela peut être la fidélité. Cela peut être la tentation de la réinvention. Les différentes attitudes coexistant parfois ou se succédant au sein d'un même individu.

Ce que je viens de dire manifeste toute l'absurdité des indignations que l'on entend très souvent, consistant à accuser ou condamner ces héritiers de *Germinal* qui votent Front national. Et à assigner ainsi aux citoyens de l'ancien bassin minier une identité sociale ancienne qui les définirait tout entiers et qui les expliquerait à elle seule.

Sans doute y a-t-il dans le vote en faveur de l'extrême droite des motifs qui tiennent à des fragments de culture ouvrière, qui ont perdu leur cadrage politique initial et tournent désormais dans un autre sens : l'opposition entre eux/nous, un vieux classique de la culture ouvrière, évoluant dans le sens d'un « nous » des locaux, des gars du coin, contre les étrangers, les Européens, les Parisiens, etc. On peut aussi mettre en avant la demande de reconnaissance, de dignité, cette vieille exigence de la conscience ouvrière, et cette nouvelle exigence démocratique, à laquelle le FN sait parfois répondre habilement, sur l'air de « Vous le valez bien ». Il y a aussi dans la diversité des comportements politiques des habitants de l'ancien bassin minier une interrogation, parfois complètement schizophrénique et contradictoire, sur le bon gouvernement aujourd'hui. Le règne des vieux notables socialistes est devenu parfois insupportable pour cette population plus éduquée et à la recherche d'autonomie. Elle manifeste dans le même temps son incompréhension face à une nouvelle génération d'élus ou de politiques qui apparaissent comme technocratiques, épris de modernité (le 3.0, l'efficacité), mais sans guère de considération pour les attentes locales. Ce qui est cherché est... autre chose, sans que l'on sache vraiment quoi. Je crois enfin que le vote FN dans l'ex-bassin minier obéit

aussi à des dynamiques nationales. En ce sens, il est à se demander si ce vote, vu comme une particularité locale, nordiste, sociale, l'est tant que cela. Les habitants de l'ancien bassin du Nord ne vivent pas sur une autre planète et partagent des aspirations, des défiances, des inquiétudes que l'on retrouve ailleurs en France. Il y a celles qui tiennent à l'« identité », peut-être, celles qui se focalisent plus concrètement sur certaines catégories, l'« étranger », ou encore l'« assisté » (surtout quand on est soi-même à la limite). En d'autres termes, ce vote porte sans doute encore des traces d'un ancien particularisme ouvrier, de questionnements spécifiques, mais peut-être aussi, paradoxalement, le signe d'une banalisation des anciennes terres ouvrières.

Hervé Favre

En regardant les chiffres des premiers tours des élections régionales – Denain, 47 % ; Fresnes-sur-Escaut, 58 % ; Hautmont, 48 % – et si l'on passe dans le bassin minier du Pas-de-Calais, dans des villes importantes comme Bully-les-Mines, Billy-Montigny et Bruay-la-Buissière, Marine Le Pen était majoritaire au deuxième tour. Elle est arrivée devant Xavier Bertrand dans toutes ces communes qui étaient des communes historiquement à gauche, socialistes ou communistes. Il semble y avoir bien eu un transfert de voix. D'où viennent ces électeurs, si ce ne sont pas des électeurs de la gauche traditionnelle ?

Florent Gougou

Je partage absolument tout le début de ce qui a été dit par Marion Fontaine, et notamment deux idées qui sont absolument

fondamentales pour comprendre ce qu'est aujourd'hui le vote ouvrier pour le Front national.

La première chose, c'est de penser à la diversité et à l'extraordinaire hétérogénéité de ce que c'est que le monde ouvrier. Il y a toujours eu en France un monde ouvrier de droite, et on a tendance à l'oublier. L'équation ouvriers = gauche est un des principaux obstacles à la compréhension du vote ouvrier pour le Front national.

Le deuxième problème, c'est de penser le vote ouvrier pour le Front national comme étant simplement une affaire des ouvriers et du Front national sans penser que la compétition politique met en jeu plusieurs partis. Le Front national n'est pas tout seul, il interagit avec d'autres partis politiques. Et le phénomène principal qui doit d'abord attirer l'attention de l'observateur quand il regarde les évolutions du vote des ouvriers est d'abord le formidable déclin de leur vote pour la gauche. Sans cela, on n'aurait sans doute pas eu à un moment donné un espace d'opportunité pour le Front national de progresser très fortement au sein de ce groupe social.

Or aujourd'hui, la thèse dominante – pas nécessairement dans les recherches qui sont produites sur le vote des ouvriers, mais en tout cas dans les médias – est celle du « gaucho-lepénisme » (l'expression a été popularisée par Pascal Perrineau dans les années 1990), avec l'idée que des ouvriers venant de la gauche voteraient aujourd'hui pour le Front national. Mes recherches montrent que les choses sont infiniment plus complexes, que le gaucho-lepénisme est un phénomène marginal, et qu'il faut en fait penser deux dynamiques complémentaires pour comprendre les origines du vote des ouvriers pour le FN. C'est mon premier grand résultat.

La première dynamique est le désalignement électoral des ouvriers par rapport à la gauche, c'est-à-dire le fait que les ouvriers qui jadis votaient massivement pour la gauche se sont progressivement rapprochés de la moyenne de l'électorat. Massivement signifie que, jusqu'au début des années 1970, 70 % des ouvriers environ votaient pour la gauche. C'est un vote massif mais cela rappelle tout de suite un des éléments déjà évoqués, à savoir qu'il restait 30 % des ouvriers qui votaient pour la droite, ce qui est loin d'être négligeable. Ce phénomène de désalignement a commencé avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Si bien que les raisons ne doivent pas être cherchées particulièrement dans l'exercice du pouvoir par la gauche mais dans des raisons structurelles beaucoup plus importantes de transformation du marché du travail, des conditions de vie des ouvriers, etc.

En revanche, on a ensuite une deuxième dynamique qui intervient au milieu des années 1980 avec, entre 1981 et 1984, une reconfiguration brutale de la vie politique française. On assiste à un changement très important des enjeux à l'agenda (les questions qui sont au cœur de la compétition politique), et notamment à l'émergence d'un nouvel enjeu, l'immigration, qui devient absolument central et qui explique la percée du Front national en 1984. Et qui va expliquer une série de reclassements que l'on observe au sein du groupe ouvrier si on la met en rapport avec le fait que le lien qui unissait historiquement la gauche et les ouvriers, au minimum depuis la Seconde Guerre mondiale, s'est distendu. Ce qui va alors distinguer les ouvriers de l'ensemble des autres groupes sociaux, c'est le fait qu'au sein du vote pour la droite, l'extrême droite est dominante par rapport à la droite modérée alors que, dans tous les autres groupes sociaux, on a un rapport de force qui est beaucoup plus favorable à la droite modérée. C'est acté dès le milieu des années 1980.

Ensuite, avec le temps, le phénomène de désalignement des ouvriers va créer de moins en moins d'ouvriers pour la gauche, de plus en plus d'ouvriers pour la droite, ou en tout cas une forme de rééquilibrage. Ce phénomène a abouti aujourd'hui à un rapport de force à peu près équilibré entre la gauche et la droite dans son ensemble (droite modérée plus extrême droite) au sein de l'électorat ouvrier. Pour le dire autrement, s'agissant du rapport de force général entre la gauche et la droite, les ouvriers ne se distinguent plus de l'ensemble de l'électorat. En revanche, au sein de la droite, on a un vote beaucoup plus important pour le Front national que pour la droite modérée. C'est cela, la nouvelle originalité du vote des ouvriers. Elle existe depuis la présidentielle de 1988, mais elle s'est progressivement renforcée jusqu'à atteindre, pour la présidentielle, son maximum en 2012.

Maintenant, cela ne veut pas dire que ce sont nécessairement les mêmes ouvriers qui jadis votaient pour la gauche et aujourd'hui votent pour l'extrême droite. Ce que montrent mes recherches – et c'est leur second grand résultat –, c'est que le moteur du changement est d'abord le renouvellement des générations : les ouvriers qui portent le vote FN sont d'abord les nouvelles générations d'ouvriers. Les ouvriers nés dans les années 1970 ont beau partager les mêmes caractéristiques sociodémographiques que leurs devanciers, ils ont été socialisés dans un autre monde : dans un contexte de crise économique et dans une compétition politique différente. Moi-même qui suis né dans les années 1980, je ne sais pas ce qu'est que le jeu politique français sans le Front national. Un ouvrier né en 1930, lui, sait ce que c'est. Il a été politisé à un moment où primaient dans l'affrontement entre les partis politiques les questions de redistribution. Un ouvrier né dans les années 1970 est beaucoup plus polarisé autour de la question de l'immigration.

Voici quelques données qui vous montrent comment la cohorte de naissance impacte le vote des ouvriers en faveur du Front national. En 2012, les ouvriers qui sont nés entre 1978 et 1994 votent à 40 % pour le Front national ; les ouvriers qui sont nés entre 1929 et 1945 à seulement 21 %. Quand on prend l'ensemble des ouvriers, on a un vote pour le Front national à 30 %. Vous aviez déjà en 1988 le même type de distribution où les nouvelles générations d'ouvriers étaient beaucoup plus favorables au Front national que leurs devancières.

Troisième grand résultat de mes recherches : il faut également penser la diversité de l'électorat du Front national. Ce n'est pas un bloc monolithique. Dans mes travaux, je montre ainsi qu'il existe des mondes ouvriers de droite dans lesquels le FN fait des scores supérieurs à 20 % depuis les européennes de 1984. Et ce sont souvent les endroits où les ouvriers représentent le poids le plus important dans la population active, loin de l'image des grands bastions industriels de la sidérurgie ou de la métallurgie ; je pense par exemple à la vallée de l'Arve, en Haute-Savoie, où la droite est dominante depuis longtemps, et où le FN fait des scores importants depuis sa percée. Je pense également à une série de cantons ruraux d'Alsace, qui se comportent sur le même modèle. Dès les années 1980, cette fraction du monde ouvrier de droite s'est radicalisée : c'est le premier électorat ouvrier du Front national. Dans un second temps seulement, elle a été rejointe par un deuxième électorat ouvrier, qui n'avait pas d'attaches partisans préalables : c'est celui que l'on retrouve plus volontiers dans le Nord et dans le Nord-Est de la France, sur fond de renouvellement des générations.

Pour finir de battre en brèche cette idée que ce sont des ouvriers de gauche qui aujourd'hui votent pour le Front national, prenez le croisement entre le positionnement politique sur l'axe gauche-droite

des ouvriers et leur vote en faveur du Front national. Ce que l'on appelle le « gauchisme » des ouvriers de gauche qui voteraient pour le Front national est un phénomène absolument marginal. Vous avez 12 % des ouvriers qui se disent à gauche qui votent pour le Front national au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 contre 49 % des ouvriers qui se disent à droite qui votent pour le Front national. Le vote des ouvriers pour le Front national est donc d'abord un vote d'ouvriers qui se situent à droite, ou ni à gauche ni à droite, mais pas du tout un vote d'ouvriers qui viennent de la gauche ou qui se disent de gauche.

Dernier point, quelques perspectives pour l'avenir, pour comprendre où en est le Front national aujourd'hui avec les ouvriers : on parle beaucoup depuis 2014-2015 du nouveau niveau du Front national. C'est une réalité : le Front national a passé un palier en termes de niveau électoral. Il n'était jamais arrivé au-delà des 18-19 % du premier tour de la présidentielle de 2002 ; il est désormais au-delà de 25 %. Cela a été confirmé aux européennes de 2014, aux départementales de 2015, aux régionales de 2015 : ce n'est plus un accident. Cette percée se retrouve évidemment chez les ouvriers. Au premier tour des régionales de 2015, 50 % des ouvriers ont voté pour le FN – parmi ceux qui ont participé, car il ne faut pas oublier qu'il y a encore 50 % de l'électorat qui ne s'est pas mobilisé – contre un niveau de 29 % dans l'ensemble de l'électorat. Mais il ne faut pas penser qu'il y a là encore une spécificité des ouvriers par rapport aux autres groupes sociaux. Quand un parti obtient plus de 25 % des suffrages, c'est qu'il a percé dans l'ensemble des groupes sociaux. Cela m'amène en conclusion aux limites que pourrait rencontrer cet ancrage très fort du Front national chez les ouvriers. La principale, c'est que la montée du niveau du Front national chez les ouvriers va de pair avec une prolétarianisation de l'électorat du Front national (le poids des ouvriers

au sein de l'électorat du FN). Or jamais aucun parti n'est arrivé au pouvoir avec seulement le soutien des ouvriers. À terme, cette force pourrait devenir un obstacle pour le Front national s'il ne parvient pas à gagner des parts de marché plus importantes chez les autres groupes sociaux. Pour arriver au pouvoir, le Front national doit créer une coalition électorale majoritaire ; ce n'est pas encore le cas.

Hervé Favre

Est-ce que le recul des syndicats – puisque le taux de syndicalisation en France est maintenant en dessous de 10 % – n'a pas aussi favorisé la montée du vote ouvrier en faveur du Front national ?

Dominique Andolfatto

Pour ce qui me concerne, travaillant depuis plusieurs années sur le monde syndical, j'ai naturellement été confronté à l'irruption du Front national dans le champ du syndicalisme, plus largement du monde du travail. Cette irruption n'est pas récente, elle n'est pas non plus sans présenter des paradoxes.

Tout d'abord, sur le fond, le Front national – je veux dire sa direction ou son appareil – est originellement et demeure, je pense, une organisation plutôt hostile aux syndicats, sinon antisyndicaliste, même si en apparence les choses semblent plus nuancées ou contrastées. C'est le libéralisme – voire l'ultralibéralisme – qui imprègne en effet les fondateurs du Front national et sans doute encore une large partie de ses élites aujourd'hui. Ce qui explique qu'il y a un regard assez critique

sur les syndicats de sa part. Cela découlerait moins d'une nature double que de divisions, ou d'interprétations plus ou moins diverses, concernant la ligne du Front national, mais aussi d'une certaine prudence concernant un sujet – le syndicalisme – très clivant dans l'électorat.

Cela étant dit, pour certains frontistes, voire une partie des élites du Front national, il existe aussi un projet, assez informel toutefois, d'incorporer les syndicats dans une sorte de corporatisme officiel qui serait la colonne vertébrale d'une harmonie sociale à construire, d'un unanimisme social qui serait expurgé en quelque sorte de toute idée ou pratique de lutte de classe. Même s'il faut rester très prudent avec des comparaisons historiques, cette approche n'est pas sans rappeler la révolution nationale ou la conception du syndicalisme vertical sous le franquisme. Bref, le syndicat est vu comme un vecteur d'ordre, il n'a pas grand-chose à voir avec le syndicalisme tel qu'on l'envisage aujourd'hui dans la société contemporaine, soit un syndicalisme autonome, qui peut être à la fois contestataire de l'ordre économique et social, ou intégré à celui-ci à travers la négociation collective. Seul ce dernier aspect serait admissible pour le Front national. Cela dit, pour faire une digression, ce dernier ne semble pas non plus hostile aux manifestations contre la loi Travail. Sans doute d'abord par calcul politique. C'est probablement moins cette réforme qui le préoccupe au fond que le désordre qui pourrait s'installer et qui pourrait, à terme, servir ses intérêts.

En fait, il y a plusieurs approches du syndicalisme au Front national. Certains syndicalistes frontistes implantés dans des syndicats traditionnels – CGT, FO, CFDT – militent pour des organisations qui accueilleraient ensemble des salariés et des employeurs, soit une sorte de syndicalisme mixte ou unanimiste. D'autres syndicalistes, également

membres du Front national, et sans doute plus réalistes, ne partagent pas cette vision et adhèrent pleinement au syndicalisme tel qu'il existe aujourd'hui. Ce qui n'exclut pas de leur part des critiques assez fortes contre ce syndicalisme. On va critiquer un syndicalisme qui a une dimension idéologique trop forte, qui passe pour archaïque, qui est divisé et fracturé, qui est professionnalisé et institutionnalisé, bref un syndicalisme qui serait conceptuellement et socialement trop distant des salariés – critiques dont les frontistes n'ont pas le monopole.

On peut évoquer encore une autre caractéristique, quelque chose qui fait que les frontistes qui sont engagés dans les syndicats ont en réalité un rapport assez ambigu avec ceux-ci. Ces militants syndicaux engagés au sein du Front national ont une vision assez caricaturale du syndicalisme, souvent naïve, datée, ignorante de certaines évolutions, concernant le droit syndical par exemple. Bref une vision souvent décalée, ou subjective, du syndicalisme par rapport à ce qu'il est aujourd'hui. On dénoncera, par exemple, une CGT qui se confond avec le Parti communiste. On dénoncera des règles de représentativité syndicale qui, en réalité, ne sont plus de mise. En effet, bien des changements politiques, idéologiques ou juridiques sont intervenus. De ce point de vue-là, ces militants frontistes n'ont pas de monopole ; on peut trouver ces mêmes approches caricaturales dans d'autres formations politiques, par exemple à l'UMP. Mais il ne s'agit pas tant ici de faire des rapprochements hasardeux entre des organisations politiques mais simplement de mettre l'accent sur une analyse du syndicalisme souvent inexacte tant de la part de certaines élites politiques (sans doute par calcul) que, plus largement, de l'opinion publique.

Le Front national, dès lors qu'il a voulu élargir son assise, sortir en quelque sorte d'une certaine niche dans laquelle il s'était

enfermé, construire un rassemblement plus large, devenir un parti d'électeurs, a été logiquement conduit à élargir sa focale et à s'intéresser notamment au monde du travail. Il a donc développé une stratégie sociale assez volontariste dans les années 1990 sous la houlette de Bruno Mégret, qui était alors le numéro deux du Front national. Bruno Mégret a même lancé des syndicats estampillés Front national qui ont rencontré assez vite du succès dans certaines branches d'activité, dans certaines professions, qui ont gagné des sièges à des élections professionnelles et prud'homales. Ces syndicats ont même tenté un début de confédéralisation entre eux, en mettant en place ce que l'on va appeler une CFNT, une Confédération française nationale du travail. Pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté, le sigle s'écrivait avec deux capitales centrales entourées de deux minuscules : cFNt.

Mais Jean-Marie Le Pen – on peut le présumer de ses idées – n'a jamais vraiment été intéressé par cette évolution stratégique, même si par ailleurs il a réussi au moins partiellement à préempter le 1^{er} Mai, mais en en bouleversant le sens, opposant à l'internationalisme ouvrier un nationalisme exacerbé. Et Bruno Mégret a ensuite divorcé de Jean-Marie Le Pen si bien que cette stratégie a été abandonnée. Enfin, la justice, de son côté, a annulé bon nombre d'élections de représentants ou de conseillers prud'hommes étiquetés CFNT, privant de représentativité les syndicats proches sinon émanant du Front national.

On a observé ces dernières années une réactivation de cette stratégie du Front national à l'égard des syndicats, même si celle-ci apparaît beaucoup moins volontariste que dans les années 1990. Cette stratégie intègre plus largement un ciblage du monde du travail en lien avec la construction ou l'affirmation d'un nouveau Front national sous la houlette de Marine Le Pen. Cela dit, cette stratégie – en tous les cas

celle ciblant les syndicalistes et les syndicats – demeure à l'heure actuelle assez largement inaboutie, voire inavouée. En fait, elle n'est guère portée par l'appareil du Front national, contrairement à certaines apparences. Pourquoi ? Parce que sans doute au sein de l'appareil il y a toujours une opposition assez foncière à l'égard du syndicalisme. Certaines des élites du Front national sont plutôt des libéraux, voire des ultralibéraux assez critiques à l'égard du syndicalisme, ou tendent toujours à privilégier, dans leurs représentations économiques et sociales, le monde de la boutique ou de la petite entreprise, plutôt antisindicaliste. De surcroît, la question syndicale est une question assez clivante dans la société française. Qui veut construire un parti de rassemblement doit plutôt choisir d'autres thématiques que la question syndicale.

Pour autant, cette stratégie en direction des syndicats est portée par certains frontistes. Elle est avant tout l'affaire de certains militants ou collectifs internes au Front national, souvent des syndicalistes d'origines assez diverses, c'est-à-dire des personnes engagées au Front national mais qui, par ailleurs, sont encartées dans des syndicats classiques ou traditionnels. Et même, plus récemment, cette stratégie semble pilotée par Louis Aliot, le numéro deux ou trois de l'appareil du Front national, qui essaie de mettre en cohérence les options plus ou moins diverses concernant le rapport au syndicalisme que portent des militants ou collectifs internes au Front national. Mais Louis Aliot entend sans doute davantage contrôler ces options (et éviter certains désordres internes) que leur donner une orientation unique et avalisée par l'appareil.

Depuis 2015, après bien des hésitations, cette stratégie en direction des syndicats a abouti non plus à essayer de reconstituer et relancer des syndicats en tant que tels estampillés Front national, mais

à essayer de constituer ce que le Front national ou ce que ses militants appellent depuis quelques mois un « cercle Front syndical ». Qu'est-ce que cela pourrait être ? Il s'agit d'une association qui, pour l'instant, est très informelle, n'est d'ailleurs pas reconnue officiellement au sein du Front national et n'a même pas de cadre statutaire. C'est donc une association de fait qui regroupe des syndicalistes d'origines diverses, bref membres de syndicats traditionnels (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC...), mais par ailleurs encartés au Front national. En l'occurrence, comme ils se définissent eux-mêmes, des syndicalistes patriotes qui seraient des relais d'opinion du Front national dans les syndicats classiques, cherchant à peser sur leurs orientations respectives et, plus encore, à draguer des militants, sympathisants ou électeurs pour le Front national. C'est donc plutôt une stratégie d'entrisme, ou simplement d'influence, qui est développée. Ces militants seraient donc des relais d'opinion pour le Front national dans les syndicats ou plus largement dans le monde du travail. Mais redisons encore que cette stratégie n'est pas portée officiellement par l'appareil. Il s'agit plus d'une sorte de bricolage militant, une tentative plus ou moins basiste pour étoffer des réseaux de sympathisants. Cela dit, la direction du Front national développe par ailleurs, plus globalement, un discours « social », censé consolider ses positions et son influence dans le monde du travail et, spécifiquement, dans le monde ouvrier mais celui-ci ne s'autodéfinit plus nécessairement comme tel.

Assez récemment, le 2 avril 2016, à la Maison de l'Amérique latine, un délégué de Force ouvrière, membre du « cercle » qui vient d'être évoqué, témoignait de la stratégie de ce dernier lors d'un colloque organisé par le club Idées-Nation (sorte de *think tank* lié au Front national) et relayé par la Fondation pour une Europe des nations et des libertés (mise en place par le Front national au niveau européen).

Ce colloque était consacré à la réforme de la représentativité syndicale. Sans que l'on puisse mesurer l'importance de ce « cercle » de syndicalistes frontistes au plan national, quelques participants ont évoqué le cas du département « pilote » pour développer le « cercle », en l'occurrence le Loir-et-Cher. Ils expliquaient que ce réseau avait comme objectif d'agir contre l'« ostracisme » des organisations traditionnelles à leur égard. Et de faire en sorte que les syndicats traditionnels acceptent que certains de leurs membres puissent adhérer au Front national et ne les excluent pas automatiquement ou quasi automatiquement quand c'est le cas. Ces militants du Loir-et-Cher expliquaient également qu'ils développent ou participent à des actions ou manifestations syndicales classiques, par exemple – disaient-ils – en animant une grève des transports publics à Blois, ou en participant aux défilés contre la loi El Khomri. Ils déclaraient aussi être intervenus contre l'article 6 de cette réforme qui n'était encore qu'un projet de loi, article qui traite du fait religieux en entreprise. Ils appelaient enfin à développer leurs implantations à travers le « cercle Front syndical ».

Mais toute cette action se fait de façon très discrète, de crainte d'être expulsés par les syndicats classiques desquels ces militants sont membres si leur appartenance au Front national était révélée. Une organisation s'est d'ailleurs spécialisée dans la dénonciation publique de ces militants syndicalistes et frontistes : VISA (Vigilance initiatives syndicales antifascistes), qui est animée par des syndicalistes issus notamment de la FSU, l'USS et la CGT. Mais la discrétion du « cercle Front syndical » s'explique aussi parce qu'en termes de capacités d'organisation et de mobilisation, cette structure est encore, et manifestement, très faible et n'est même pas reconnue par la direction du Front national.

Sylvain Crépon

Je vais vous parler de la stratégie ouvrière du Front national. Je suis sociologue et je suis ce parti politique depuis le milieu des années 1990. Je l'étudie en y menant des enquêtes de terrain, *in situ*, en interviewant les militants, les principaux cadres, les dirigeants. J'ai vu à partir des années 1990 un certain retournement du discours du Front national à l'intention ou à l'égard du monde ouvrier.

Jusqu'à la fin des années 1980 et le début des années 1990, le Front national était plutôt – j'ai presque envie de dire par nature – hostile au monde ouvrier. Il était sans doute tributaire du mythe ouvrieriste qui a été évoqué dans les interventions précédentes, à savoir que l'ouvrier serait quelqu'un nécessairement de gauche, voire nécessairement communiste. Il ne faut pas oublier que, dans la période qui précède 1988 ou 1989, on est encore dans le contexte de la guerre froide et que le Front national s'est construit idéologiquement depuis sa création en 1974 jusqu'au début des années 1990 dans un registre très foncièrement anticomuniste. Il a été créé en partie par d'anciens poujadistes et avait donc vocation à défendre le monde de la boutique, des petits entrepreneurs, qui nourrissent traditionnellement une certaine hostilité à l'égard du monde ouvrier qu'ils perçoivent bien souvent de façon caricaturale comme étant inféodé aux centrales syndicales, au Parti communiste, voire au Parti socialiste. Cela s'accroît au début des années 1980 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. À cette époque, lorsque Jean-Marie Le Pen émerge sur la scène à la fois politique et médiatique, il tient un discours faisant du Front national une incarnation de la véritable droite. Jean-Marie Le Pen dit par exemple de la droite du gouvernement que ce sont des « rose pâles ». Ce discours est très fortement teinté d'ultralibéralisme

économique. Ses modèles sont Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, Ronald Reagan aux États-Unis. Il rencontre d'ailleurs ce dernier en 1984. Il est dans une perspective sans doute plus anti-communiste qu'antiouvrière, mais cela va quasiment de pair dans le registre idéologique qui est le sien à l'époque.

Le changement date des années 1990. C'est en 1994-1995 que le discours commence véritablement à changer, qu'il y a un intérêt pour cette catégorie, pour cette CSP, de la part du Front national. J'y vois deux causes principales. La première est celle qui a déjà été évoquée : le vote des ouvriers en faveur du Front national commence à être très significatif. La deuxième cause est l'effondrement de l'Union soviétique, qui voit le Front national perdre son meilleur ennemi, le communisme soviétique, qui le poussait, semble-t-il, à mettre en avant une identité droitiste dans tous les registres : aussi bien le registre moral, le conservatisme, que le registre économique et social.

Ce souci pour la classe ouvrière est accompagné d'une réorientation idéologique qui est d'abord expérimentée au sein de la jeune génération, le Front national de la jeunesse. Samuel Maréchal – le gendre de Jean-Marie Le Pen à l'époque, père de Marion Maréchal-Le Pen – remet au goût du jour le slogan du Parti populaire français de Jacques Doriot dans les années 1930 : « Ni droite, ni gauche ». Il lui accole « français » mais l'emprunt est manifeste. Jacques Doriot avait cette trajectoire assez emblématique d'être passé du Parti communiste à un parti politique qui fut l'un des principaux artisans de la collaboration avec l'occupant nazi. Cette évolution finit par toucher l'ensemble du parti. Jean-Marie Le Pen commence lui aussi à s'intéresser à cette catégorie. Il apostrophe les ouvriers, notamment dans ses discours du 1^{er} Mai, ou même il rend hommage aux combats qu'a pu mener une

certaine gauche pour arracher les ouvriers à leur « servitude prolétarienne » (discours du 1^{er} mai 1995).

À partir des années 1990, l'ennemi principal n'est donc plus l'URSS, mais les États-Unis. Un événement permet de mesurer ce transfert du registre de l'ennemi : c'est la première guerre du Golfe en 1990-1991, lorsque le Front national décide de s'opposer à l'intervention alliée pour libérer le Koweït des troupes de Saddam Hussein. Jean-Marie Le Pen et le Front national fustigent les États-Unis qui – c'est explicitement dit dès cette époque – constitueraient le chantre de la mondialisation et de l'ultralibéralisme économique qui risquerait de dissoudre les identités nationales, culturelles et ethniques.

Il y a là un véritable basculement idéologique qui, d'un registre qui était à la fois identitaire et politique, passe à un registre quasiment exclusivement identitaire. Ce registre strictement identitaire, qui n'a pas changé jusqu'à aujourd'hui, constitue la pierre angulaire idéologique et programmatique du Front national. Par exemple, à la question « comment résorber le chômage? », dans les années 1980, Jean-Marie Le Pen préconisait, en plus de l'inversion des flux migratoires afin de favoriser l'emploi des seuls Français, de libéraliser l'économie à outrance ; depuis les années 1990, il se contente du registre migratoire : renvoyer les immigrés dans leur pays d'origine, appliquer la préférence nationale et naturellement sortir de l'Union européenne. Jean-Marie Le Pen clame au début des années 2000 : « Je suis socialement de gauche, économiquement de droite et nationalement de France », ce qui marque la fin d'une identification strictement droitiste. C'est une des raisons qui l'avaient opposé à Bruno Mégret, qui souhaitait faire du FN la principale force d'appoint de la droite et pouvoir participer au pouvoir. Ce rejet des clivages politiques a été repris pour

être amplifié par sa fille. Lorsque Marine Le Pen met en avant dans son discours « ni droite, ni gauche », voire une identité plus ou moins à gauche, ou appuie l'intervention de l'État, ce n'est pas elle qui l'invente, ni Florian Philippot. Marine Le Pen était déjà pétrie de ce discours conceptualisé par Samuel Maréchal dans les années 1990 avant de succéder à son père à la tête du parti frontiste.

À partir de là, le discours identitaire du Front national, voire son discours national-populiste, pour reprendre Taguieff, consiste à décliner le peuple sous deux formes. Il y a l'*ethnos*, le peuple des origines, des racines culturelles, ethniques, et puis la plèbe, les classes populaires, les catégories populaires. Et même si le vote Front national est trans-clivage, comme cela a été dit par ailleurs, il ne faut pas oublier que Marine Le Pen a fait son ascension politique à Hénin-Beaumont. Ce n'est pas quelque chose d'anodin. Elle a construit tout un référentiel qui s'ancre dans les problématiques locales, voire dans les mythologies politiques locales, ce qui l'a conduit à s'emparer de la problématique ouvrière propre à cette région. C'est sans doute ce qui explique que Marine Le Pen souscrive au gauchio-lepénisme. Elle a à cœur de persuader qu'une grande partie de son électorat vient de la gauche et vote désormais Front national, ce qui appuie sa stratégie visant à présenter le Front national comme étant trans-clivage, trans-identité politique.

Florent Gougou a remarquablement expliqué qu'effectivement les choses sont beaucoup plus complexes que le gauchio-lepénisme, qui repose sur un simple principe des vases communicants, mais il y a tout de même lieu de s'interroger sur la désaffiliation de nombreux ouvriers tant des partis que d'une certaine culture de gauche. Si j'osais une provocation, je demanderais : « Y a-t-il

un ouvrier dans la salle ce soir ? » On peut aussi se demander, comme le font dans leurs travaux sur le Parti socialiste Rémi Lefebvre ou Frédéric Sawicki, pourquoi dans beaucoup de sections socialistes on compte de moins en moins d'ouvriers. Est-ce que la gauche – le PS en particulier – s'est coupée de certains relais auprès de ces catégories populaires ? Pour avoir fait un peu de terrain et d'enquêtes au sein du Parti socialiste, j'ai constaté, à l'instar de Rémi Lefebvre dans ses récents travaux, que la compétition interne touche deux registres qui s'avèrent par ailleurs liés : le niveau de diplôme et la maîtrise du langage. Les catégories populaires sont très mal représentées au sein du PS, ou en tout cas ce sont celles qui s'en sortent le moins dans cette compétition interne pour l'obtention de rétributions, notamment des postes. À l'inverse, lorsque vous êtes adhérent au Front national, que vous avez très peu de ressources en termes de capitaux scolaire ou politique à faire valoir mais que vous êtes intelligent, investi, assidu, on va tout de suite vous confier des responsabilités, on va tout de suite vous investir pour des élections. La légitimité du FN à représenter les catégories populaires, même si elle est liée en quelque sorte à une image médiatique, tient de ce point de vue à mon avis à une certaine réalité et se révèle par ailleurs particulièrement efficace en termes de légitimité à représenter les catégories populaires, ce terme sociologique générique qui se substitue progressivement à celui d'ouvrier.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction de Jean-Yves Camus	5
Interventions	7

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-098-4

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
SEPTEMBRE 2016

DOMINIQUE ANDOLFATTO
SYLVAIN CRÉPON
MARION FONTAINE
FLORENT GOUGOU
HERVÉ FAVRE

LE FRONT NATIONAL ET LES OUVRIERS LONGUE HISTOIRE OU BASCULEMENT ?

La progression du Front national au sein de l'électorat populaire et ouvrier est-elle réelle ou fantasmée ? La question revient régulièrement après la tenue de chaque scrutin, au moment où chacun tente de décrypter les comportements électoraux.

Pour aborder une relation et une évolution plus complexes qu'elles n'y paraissent, l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès a croisé les regards d'historiens, de politologues et de sociologues lors d'une rencontre publique le 27 avril 2016 à Paris. Leurs principales interventions, ici reproduites, donnent des clés pour mieux comprendre.

Dominique Andolfatto est spécialiste du syndicalisme et des mouvements syndicaux, professeur de science politique à l'Université de Bourgogne Franche-Comté.

Sylvain Crépon est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, maître de conférences en science politique à l'Université de Tours.

Marion Fontaine est historienne, maître de conférences à l'Université d'Avignon.

Florent Gougou est chargé de recherches à l'Université libre de Bruxelles.

Hervé Favre est éditorialiste politique au journal *La Voix du Nord*.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-098-4

3 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès